

Après avoir obtenu le report de l'examen de la loi sur les universités à l'automne, le mouvement étudiant qui traverse la Grèce se poursuit car le projet de loi reste en cours.

Et hop, de nouvelles facs occupées (désormais, 427 sur 475) ! Les évolutions ne trompent pas. Ainsi, si on a vu revenir, depuis deux semaines, le KKE (PC grec) dans les manifestations - mais à part -, on a entendu récemment les dirigeants de la droite universitaire critiquer « leur » ministre et presque donner raison, certes à leur manière, au mouvement des étudiants. Il faut bien dire que la mobilisation échappe aux critères de compréhension des politiciens du système : la droite majoritaire aux élections universitaires se fait élire sur un programme de sorties et d'excursions ! Quant au chef du Pasok (socialiste), Giorgos Papandreou, il est en faveur des facs privées, même s'il oublie de le rappeler ces temps-ci. De plus, après avoir dissous, à l'automne, l'organisation des jeunes du Pasok, il a désormais bien du mal à imposer une ligne. Résultat, soit les jeunes du Pasok participent aux occupations, soit ils sont aux abonnés absents. Quant au KKE, il vit dans sa tour d'ivoire stalinienne, faite à la fois de sectarisme et d'anti-pasokisme tels qu'il protège la droite, deux raisons qui coupent ses jeunes militants du cœur des mobilisations.

Deux faits ont marqué la semaine passée. Le premier, c'est la publication d'un projet de loi qui ne parle pas de facs privées puisque celles-ci ne sont possibles qu'avec modification de la Constitution, mais qui remet en selle tous les autres points sur lesquels les étudiants se mobilisent, avec des enrobages moins brutaux que dans les premières annonces. L'asile universitaire, entre autres, est remis en cause et, avec l'insistance particulière du Premier ministre - qui affirme que les universités « concurrentielles » sont indispensables -, il y a le projet de mettre des « managers » à la tête des facs. Cerise sur le gâteau, la ministre Giannakou invite à venir « dialoguer » pour parler de ce texte ou de tout sujet relatif à l'éducation. Réponse immédiate du mouvement : aucun dialogue n'est possible tant que le projet n'est pas retiré, et les profs de fac sont sur la même longueur d'onde. Il est évident que, isolée sur la question, la droite espère « débaucher » quelques universitaires.

L'autre fait marquant a été la participation des travailleurs aux grandes manifestations du jeudi 22 juin, avec grèves et arrêts de travail. La peur de l'extension sociale est évidente. Résultat : des provocations policières servant aux journaux télévisés et des accusations de manipulation à l'encontre du mouvement. La droite compte sur les vacances pour désamorcer la crise, mais elle a bien des soucis, d'abord à cause des échéances (élections en octobre), mais aussi parce que le mouvement continue très fort : les manifestations prévues les 27 et 28 juin, à l'occasion de la rencontre athénienne des ministres de l'Éducation de l'OCDE devaient être une nouvelle étape pour élargir la mobilisation.

D'Athènes, Andréas Sartzekis